

« UNE GRÈVE MASSIVE ET POPULAIRE DU 25 JUIN AU 9 OCTOBRE 1922 »

Tout au long de l'année 2022, notre **Institut CGT d'Histoire Sociale** de Seine-Maritime a retracé cette grande page de l'histoire sociale et de nos luttes, à travers l'édition du *fil rouge* N° 76, la réalisation d'une exposition et une rubrique mensuelle dans notre @fil rouge@.

Nous avons réuni, sous la plume de William Delannoy, ces articles provenant des archives du journal l'Humanité et de la Vie Ouvrière en souhaitant que cet éclairage nourrisse nos luttes d'aujourd'hui et soit utile à nos victoires de demain.

Bonne lecture et bon congrès.



L'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime remercie chaleureusement tous ceux et toutes celles qui ont permis, par leurs contributions, autorisations diverses l'édition de cet ouvrage et en particulier:

- **Fabien Gay directeur de l'Humanité**
- **Jacques Eliez président directeur général de la Vie Ouvrière/Ensemble**
- **Alban Bruneau maire de Gonfreville l'Orcher**
- **Alain Lebas président de TLCVacances**
- **John Barzman universitaire, historien**
- **La Bibliothèque Nationale de France- GALLICA**
- **L'Union des Syndicats CGT du Havre**
- **L'Institut CGT d'Histoire Sociale de la métallurgie**



Édité par l'IHS CGT 76: Courriel: ihscgt76@laposte.net -Site: www.ihscgt76-lefilrouge.fr

N° ISSN: 1625-4503 -N° Siret: 7529047220028

Directeur: Jacky Maussion Responsable de la publication: Jacky Maussion, Alain Bozec, Sylvain Brière, Grégory Laloyer.

Ont participé à cette édition: Alain Bozec, Patricia Bozec, Gautier Delannoy, William Delannoy, Pierre Lebas.

« UNE GRÈVE MASSIVE ET POPULAIRE DU 20 JUIN AU 25 JUILLET 1922 »



Pour ce premier article, nous nous référons au livre de John Barzman « *Dockers, métallos, ménagères : Mouvements sociaux et cultures militantes au Havre 1912-1923* ».

« *La grève des métaux du Havre de l'été 1922 sort de l'ordinaire par sa durée, son ampleur, et parce qu'elle aboutit à une grève générale de toute la ville pendant deux semaines.*

Par la suite, ses forces et ses faiblesses feront l'objet d'un vaste débat dans les mouvements communistes et syndicaux.

Rappelons le contexte : en juin 1922, le chômage persiste au Havre, mais certains établissements sont en expansion ; la production a commencé à se remettre de la récession de 1921, sauf dans la construction navale ; certains prix ont repris leur ascension au printemps 1922 ; plusieurs patrons ont annoncé leur intention de réduire les salaires et d'étendre la journée de travail.

Le 20 juin, plusieurs établissements de la métallurgie décrètent en même temps que les salaires seront diminués de 10% à dater du 22 juin. Il semble que la décision vienne des grandes sociétés comme Schneider et les Tréfileries, qui l'ont imposée aux autres employeurs pour éviter toute concurrence pour la main-d'œuvre qualifiée et non-qualifiée.

La grève part des Ateliers et Chantiers (A&C) de la Gironde, ouverts en 1921 et agrandis en 1922. Environ mille ouvriers y travaillent, parmi lesquels plusieurs militants licenciés par le réseau État ou des entreprises métallurgiques. Lorsque la réduction de salaire est annoncée, les travailleurs élisent onze délégués qui contactent le syndicat pour lui demander d'agir de façon urgente. Entre le 20 et le 24 juin, la grève s'étend à toutes les usines de la branche du Havre ; le premier jour, sans que le syndicat ne l'appuie. Un rapport de police note que Henri Quesnel, dirigeant des syndicats havrais, s'oppose à une grève jusqu'au dernier moment. Nous savons par ailleurs que dans au moins une des grandes usines, la CEM-Westinghouse, les grévistes ne se conforment pas aux indications syndicales sur la question de la réduction de salaire, mais font circuler une pétition qui réclame que la réduction de salaire de 10% soit différée jusqu'au jour où les prix baisseront de 10%. Le Communiste de Normandie parle d'une « mauvaise méthode » mais salue l'action.

Le 21 juin, les ouvriers de toutes les usines sont invités à une Assemblée Générale à Franklin.



Après des interventions de Henri Quesnel et Marcel Coursolles du Comité de Grève, on vote l'appel à la grève dans toutes les usines du Havre et la constitution d'un Comité de Grève.

Le lendemain, à mesure que le travail cesse dans de nouveaux établissements, une deuxième assemblée générale se tient pour élire les délégués.

Une fois établi, ce comité s'organise pour étendre la grève à toutes les usines de métaux.

Chez Schneider-Harflour, un premier groupe d'ouvriers quitte l'usine dès le premier jour et se voit licencié sur-le-champ ; l'usine entière cesse alors le travail en solidarité avec lui. Tous les établissements importants entrent dans le mouvement : Normand, Forges et Chantiers de la Méditerranée, Caillard, Tréfileries, ... On envoie ensuite des piquets de grève vers les ateliers de taille plus réduite et vers les derniers travailleurs des grandes usines encore à leur poste, principalement les étrangers, le personnel de nettoyage, les techniciens et contremaîtres, afin de les convaincre de quitter leur poste. Dans la soirée du 24 juin, treize mille métallos sont en grève, c'est-à-dire l'ensemble de la force de travail, sauf quelques personnels de direction.

Le Comité de Grève transmet sa protestation contre la réduction de salaire au Juge de Paix qui cherche à contacter la Chambre syndicale des Constructeurs, Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs du Havre. Celle-ci refuse toute négociation et explique sa position dans une affiche collée sur les murs de la ville le 26 juin. Le comité de grève répond aux arguments sur le coût de la vie et s'installe dans la perspective d'une grève longue.

Pendant tout le mois de juillet, les métallos s'organisent pour veiller à la fermeture des usines et alimenter les familles. Malgré quelques départs vers d'autres régions du pays, leur objectif essentiel est de manifester leur détermination et le soutien de la population locale. Pour beaucoup d'entre eux, la lutte oppose tout le Havre, y compris son maire, Léon Meyer, aux magnats du fer et de l'acier à Paris. Les efforts organisationnels de la grève sont intenses et pleins d'imagination. »

ENTRE LE 20 JUIN ET LE 25 JUILLET 1922, C'EST-À-DIRE DANS LA PREMIÈRE PHASE DU CONFLIT, LES GRÉVISTES S'ORGANISENT ET LA SOLIDARITÉ S'INSTALLE.

Le mode d'organisation fondamental est l'Assemblée Générale quotidienne. Celle-ci se réunit le matin autour de Franklin, trop exigü pour accueillir tous les participants, et l'après-midi, à la Forêt de Montgeon, en plein air, tirant parti du beau temps. Henri Quesnel, Secrétaire de l'USH, Coursolles du Comité de grève et d'autres membres du comité de grève, ainsi que les délégués de la CGTU y prennent la parole. Les rapports de police estiment qu'entre 3000 et 5000 personnes y participent chaque jour. On y forme des équipes qui sont détachées à diverses tâches.

Les métallos défilent régulièrement dans les rues du Havre. Le 28 juin, les femmes et les enfants marchent en tête d'un cortège destiné à dramatiser les effets de la réduction de salaire et de la grève sur les familles ouvrières. D'autres manifestations ont lieu les 4, 6 et 11 juillet. Les dirigeants de la grève recommandent aux ouvriers de ne pas participer aux célébrations officielles du 14 juillet, jugées militaristes, mais de venir à la Forêt de Montgeon pour un pique-nique ouvrier. Le 16 juillet, les femmes prennent la tête d'une autre manifestation. Les principales cibles de ces cortèges sont le siège des associations d'employeurs et parfois les résidences des principaux entrepreneurs dans les quartiers plus luxueux.

Le Comité de Grève met également sur pied des groupes qui vont établir des piquets devant les différents établissements, en particulier les lundis, jour où les retours au travail sont le plus à craindre. Ces groupes sont de toute évidence le produit de réseaux bien implantés dans les quartiers et établissements. Lorsque les assemblées générales ou les manifestations de rue se terminent à Franklin ou à la Forêt de Montgeon, trois ou quatre groupes de plusieurs centaines de personnes se forment et partent dans des directions différentes. De même, des témoins racontent que les grévistes quittent leurs quartiers respectifs en petits groupes et se rendent à pied au lieu de rencontre, discutant les faits du jour et entonnant des chants ouvriers en chemin. Enfin, une nouveauté intéressante, l'apparition d'escouades de grévistes à vélos, qu'on envoie renforcer les points faibles du dispositif de la grève.

Celle-ci jouit d'un très large soutien dans tous les secteurs de la population. Le monde du travail des autres branches manifeste une forte adhésion à l'idée de solidarité ouvrière tandis que d'autres milieux compatissent pour les raisons les plus diverses. Le Comité de Grève peut ainsi organiser méthodiquement des quêtes dans la rue et au porte-à-porte chez les commerçants. Le nom des commerçants qui n'ont pas contribué est affiché au local syndical. Les contributions reçues par le comité sont les plus diverses : du pain remis par les boulangers, des coupes de cheveux



gratuites par les coiffeurs, des consultations gratuites par un certain Docteur Daniel, des aliments par les épiciers, etc. Parmi les épisodes de soutien les plus remarquables, signalons une pétition accompagnée du produit d'une quête faite par les agents de la police municipale, la contribution d'un prêtre local, et les quêtes effectuées après chaque représentation des Folies Bergères. Les détaillants soutiennent ouvertement la grève puisque leurs affaires dépendent des revenus ouvriers.

On monte des soupes communistes pour nourrir les ouvriers. L'Humanité signale que quinze femmes du Comité de Grève sont responsables de nourrir 40000 grévistes et leurs familles. Des points de distribution sont désignés et des rations calculées proportionnellement aux besoins. Le restaurant coopératif des cheminots, « L'Aurore », offre de nourrir cinquante enfants.

Le mouvement évoque une solidarité telle, que le maire accepte que les cantines scolaires fournissent des déjeuners aux enfants des grévistes. Enfin, vers la mi-juillet, le Comité de Grève commence à organiser « l'exode des enfants » : des foyers ouvriers à Rouen, Paris et dans le Nord recueillent des enfants de grévistes pour la durée de la grève ; l'accueil est organisé par la CGTU et les municipalités à direction communiste.

Le Comité de Grève recommande que les métallos cherchent à s'embaucher dans d'autres branches et reversent une partie de leur salaire à la caisse de résistance. Il envoie également des délégations dans d'autres régions du pays, notamment le Nord, chargées d'obtenir des informations sur le niveau des salaires et les possibilités d'emploi des grévistes havrais.

D'après la police, au 24 juillet environ 1200 métallos ont quitté Le Havre pour travailler dans d'autres régions ; environ 2000 sont rentrés dans leurs villages d'origine ; environ 600 travaillent comme journaliers sur le port et reversent 5 francs par jour, tandis qu'une centaine d'autres font d'autres travaux sur le port et dans le bâtiment, le tout avec la permission des syndicats concernés. D'autres syndicats havrais demandent à leurs membres des contributions pour la caisse de résistance. En tout, les travailleurs en lutte reçoivent environ 13000 francs par jour pendant cette période, sans compter l'assistance municipale et les donations en espèces.

Le Comité de Grève est la direction réelle du mouvement. Il formule les revendications, répond aux offres d'arbitrage et aux arguments du patronat, et anime les activités quotidiennes...

La grève du Havre de l'été 1922 se distingue des deux grands mouvements précédents de la métallurgie en juin 1919 et mai 1920, en ce qu'elle ne fait pas partie d'un mouvement national. Mais à mesure qu'il apparaît que les patrons de la métallurgie groupés dans le Comité des Forges au niveau national veulent une épreuve de force au Havre, les forces syndicales et progressistes se posent la question de savoir quel type d'action elles peuvent mener en défense des travailleurs havrais. En fin de compte, la plupart des syndicats choisissent le soutien financier, dans des proportions très variées.

Quand la grève éclate à la fin juin, elle menace immédiatement, pour des raisons techniques, de s'étendre aux branches textile et maritime. Les ouvrières et ouvriers du textile sont concernés parce que la même réduction de salaire de 10% est appliquée à tous les salariés des Corderies de la Seine, qu'ils produisent des câbles métalliques ou des cordes de fibres végétales. Ceux des autres établissements textiles craignent qu'une fois la mesure acceptée dans un établissement textile, elle ne soit mise en pratique partout. Vers la fin juillet, ils sont 200 des Corderies Vasse à rejoindre le mouvement.

Le 11 juillet, le Comité de Grève organise un grand rassemblement au centre du Havre, au cours duquel Léon Meyer prend la parole et approuve le caractère raisonnable des revendications de la grève. Vers la même époque, le comité de grève demande aux syndicats havrais des autres branches d'envisager une grève de solidarité plus large. Le syndicat des dockers débat de l'idée et décide que chaque membre contribuera à hauteur de un franc par jour.

Pendant ce temps, sur le terrain, les membres du GCH (Groupe Communiste Havrais) et des JC (Jeunesses Communistes) s'activent dans les tâches quotidiennes de la grève et gagnent l'estime des participants.

Enfin, malgré les décisions officielles de plusieurs syndicats de ne pas lancer de grèves de solidarité, la sympathie à l'égard des grévistes continue de s'étendre parmi les travailleurs du rang dans plusieurs branches. L'afflux des contributions montre que c'est le cas chez les dockers, marins, agents des douanes, gaziers, électriciens, et les ouvriers du textile et de l'alimentation. À la fin juillet, une petite entreprise chimique, l'Air Liquide, se joint à la grève. On reparle d'une grève des ouvriers du port.



DU 25 JUILLET AU 20 AOÛT LES POSITIONS SE DURCISSENT

l'article du journal l'Humanité du 2 août 1922 signé Bellozanne

« *Le patronat est énervé* »

Aujourd'hui, la presse locale et les affiches du comité de grève font connaître l'échec des pourparlers et en donnent le motif : l'intervention du Comité des Forges dans l'après-midi de dimanche pour empêcher le patronat havrais de céder.

Le Comité des Forges est intervenu près du ministre de l'Intérieur pour demander le retrait des pouvoirs de police au maire du Havre Léon Meyer et l'usage effectif des gendarmes et de l'armée pour protéger soi-disant la liberté du travail, démarche jusqu'à présent sans succès.

Il est visible que le patronat est énervé et cherche une occasion de finir la grève brutalement et d'essayer de faire naître des troubles. Il est énervé également de voir l'opinion publique de plus en plus hostile, surtout depuis que les renseignements permettent de dire que les affirmations patronales au sujet de la crise économique locale sont mensongères ».

De même, Marcel Cachin directeur de l'Humanité du jeudi 3 août, démontre l'esprit revancharde du patronat français, plus préoccupé à engranger de l'argent que de payer des salaires décents aux travailleurs. Voici ce qu'il écrit :



« On assiste, en ce moment, dans toutes les corporations, en toutes les régions de la France, comme à l'étranger, à une offensive généralisée des capitalistes contre les salaires de « leurs » ouvriers. Ceux-ci ne se laissent pas faire sans lutter, sans répondre de leur mieux aux tentatives des exploiters. C'est ainsi que les métallurgistes et les textiles du Havre résistent depuis 7 semaines aux prétentions des gens du Comité des Forges et de leurs congénères locaux.

Ces ouvriers gagnaient à peine 5 à 6000 francs par année : on ose leur proposer une diminution de 5 à 600 francs, ce qui les réduirait, eux et leurs familles, à la plus insupportable misère.

La ténacité de nos camarades havrais mérite d'être mise en parallèle avec celle de leurs frères de travail de Roubaix-Tourcoing-Halluin, en septembre 1921. La France ouvrière suit avec passion les péripéties de la lutte de ces prolétaires et c'est pour nous tous un devoir primordial de ne pas les abandonner dans leur lutte difficile. Il y a là-bas 15000 familles qui souffrent. Il importe de leur apporter une aide efficace et prompte. Si les travailleurs français ne viennent pas au secours des grévistes du Havre,

ils seront eux-mêmes, demain, les victimes de la même agression capitaliste. Tous sont également menacés, et l'audace du patronat français grandirait si les grandes firmes havraises, contre lesquelles sont dressés nos camarades, sortaient victorieuses de cette lutte sans merci !

La bourgeoisie française, qui prétend faire retomber tout le poids de la crise actuelle sur la classe ouvrière, n'a jamais gagné autant d'argent qu'en ces dernières années. Elle possède des réserves très importantes. On peut l'établir aisément par l'analyse des bilans annuels des grandes sociétés au cours du dernier lustre. Aujourd'hui, il est vrai, une certaine dépression affecte quelques branches d'industrie ; elle a sa cause essentielle dans la politique impérialiste et protectionniste de nos dirigeants ; et pour y mettre un terme, la seule solution dont s'avise la bourgeoisie, c'est de réduire encore le minimum de vie élémentaire des travailleurs, déjà si grossièrement insuffisant.

Il est cependant des chiffres brutaux plus éloquents que les paroles. Ceux des nombreux indices du coût de la vie qui nous sont fournis par les statisticiens officiels, nous apprennent que partout en France comme ailleurs, les prix de gros comme les prix de détail, obéissent sans arrêt à la hausse. Chez nous, ce qui valait 1 franc en 1914 vaut maintenant 3 francs 66 ; ce taux moyen se rapporte aux prix des articles essentiels à l'existence (denrées alimentaires, habillement, chauffage, éclairage et logement).

Or, il n'y a pas apparence que le coût de l'existence ainsi évalué diminue dans les temps proches. Il est au contraire présumable que l'hiver prochain, il continuera sa marche ascendante. Les travailleurs le comprennent et refusent de se laisser acculer plus longtemps aux privations pour eux et les leurs. C'est le secret de la résistance de nos camarades du Havre. Mais ils ne luttent pas pour eux seuls ; et c'est pourquoi la solidarité ouvrière doit les aider dans leur résistance et pour la victoire ».



Au huitième lundi de lutte, tous restent en grève au Havre.

L'article de l'Humanité du 8 août 1922 le prouve :

« Qui donc pouvait douter du résultat de ce huitième lundi de grève ? Personne ! Aujourd'hui, tous les grévistes sont restés grévistes. Pas un de ceux qui, il y a déjà sept semaines, ont abandonné le travail, ne l'a repris. Les manœuvres du patronat n'ont abouti à rien. Les intimidations sont restées sans résultat. Quelques usines ont sifflé – suprême tentative pour faire reprendre le travail – mais elles ont sifflé en vain. Tous les espoirs patronaux ont été déçus. C'est ainsi que la direction des Etablissements

Schneider d'Harfleur escomptait – nos camarades du Comité de Grève l'avaient appris – six cents rentrées pour ce matin. À Harfleur comme au Havre, comme partout, personne n'a repris le chemin de l'atelier.

La réunion quotidienne au cercle Franklin a prouvé que pas un des ouvriers de la métallurgie et du textile n'était disposé à abdiquer. La salle était pleine à craquer. Bien des camarades n'y avaient pu trouver place. Aux acclamations de tous, Henri Quesnel, Henri Gautier, puis Amedé Bousquet ont rendu compte de la situation du mouvement. Ils ont félicité les grévistes de leur attitude, puis les ont exhortés une fois de plus à la résistance. Peine inutile, parce que tout le monde est bien résolu.

Oui, on tient ! On tient admirablement ! On s'impose les privations les plus dures, les sacrifices les plus pénibles. On a la ferme volonté du triomphe. Et on triomphera !

L'attitude des grévistes doit faire réfléchir le patronat havrais. Qu'il se rende bien compte que ce n'est pas impunément qu'on réduit quinze mille ouvriers à la misère. Et qu'il ne tarde pas à faire, de gré ou de force, le sacrifice qui s'impose. Sans cela les choses pourraient se gâter. »

Le 13 août, le préfet propose un arbitrage d'une tierce personne. Les travailleurs acceptent mais les patrons refusent.

Le 20 août lors d'un meeting, Gaston Monmousseau, Secrétaire général de la nouvelle CGTU, intervient et accompagne les manifestants devant les locaux patronaux.

Après deux mois de grève, il n'y a aucun signe de découragement au contraire ; les manifestations se multiplient et une certaine radicalisation des ouvriers apparaît.



Après les provocations, le patronat décide d'un coup de force :

« Devant l'indéfectible résistance ouvrière et sentant la lassitude chez une partie des patrons havrais, le Comité des Forges a eu recours au coup de force. Sur son ordre, le ministre de l'Intérieur a dessaisi le maire du Havre des pouvoirs de police. Dimanche 20 août au soir, le préfet de la Seine-Inférieure a remis en vigueur les arrêtés pris pendant la grande grève de 1920.

À peu de chose près, c'est pour les communes du Havre, d'Harfleur, de Sanvic, de Gonfreville et de Sainte-Adresse, le petit état de siège.

On a été jusqu'à envisager la fermeture du cercle Franklin pour empêcher les réunions et les distributions des secours. C'est dire la gravité de la situation. Surtout si on ajoute l'arrivée d'un renfort de 300 gendarmes.

Voici en réalité ce qui s'est passé : jeudi 17 août au soir, certains patrons faisaient parvenir au maire des propositions pouvant servir au moins de base à la discussion. Ce groupe de patrons paraît comprendre la petite industrie et les sociétés de constructions navales qui ont évidemment plus à perdre qu'à gagner en prolongeant leur intransigeance. Aussitôt le haut patronat, par esprit de réaction, les tréfileries pour les motifs intéressés que l'on sait, d'autres par solidarité, veulent absolument réduire à merci les ouvriers.

MM Georges Ancel, député maire d'Harfleur, et Adrien Friboulet, délégué du Comité des Forges, sous le prétexte de la manifestation envisagée pour le lundi matin, sur les confins du Havre et d'Harfleur, obtenaient samedi soir l'assurance de l'intervention effective des autorités.

Par une habile pression, le haut patronat reconstituait à cette annonce le bloc autour de lui et obtenait des défaitistes du mouvement le retrait de leurs propositions.

Monsieur Meyer, mis par le préfet en demeure d'interdire la manifestation projetée, s'y étant refusé, le dessaisissement des pouvoirs de police s'en est suivi.

Évidemment, le Comité des Forges visait à intimider les ouvriers à ce moment toujours important du doublement d'un cap de grève. Il a raté son coup. Le prolétariat métallurgiste havrais a relevé le défi.

L'affluence extraordinaire qui remplissait ce matin non seulement les salles mais les cours et les jardins du cercle Franklin est la meilleure réplique et la volonté de résistance des grévistes apparaît décuplée. C'est avec un véritable enthousiasme que la grève à outrance a été une fois de plus proclamée.

Décidés à ne pas répondre aux provocations directes pouvant amener l'emploi de la force publique, pas plus qu'à se laisser intimider par les patrouilles de gendarmes et de cyclistes, les métallurgistes havrais, sûrs au besoin de l'appui de tout le prolétariat havrais, acceptent la lutte dans sa nouvelle forme.

Au surplus, elle leur a montré clairement qu'il y a lassitude du côté patronal puisqu'il ne peut soutenir le combat qu'avec la complicité ouverte des pouvoirs publics.

Ce soir, la population s'attroupe devant l'affiche de la proclamation de protestation assez molle quoique intéressante de Monsieur Meyer ».



La troisième phase du conflit se définit par la généralisation de la grève à partir du 20 août 1922 (11ème semaine de grève).

Les métallos reçoivent de nombreux soutiens dans tout le pays. Deux défilés sont prévus pour le lundi 21 août : l'un au Havre, l'autre près de l'usine Schneider à Harfleur. De son côté, le Comité des Forges augmente la pression sur le gouvernement pour qu'il intervienne « en défense de la liberté du travail ». Le préfet Lallemand, après l'échec de l'arbitrage, souhaite ardemment une politique dure de répression.

Le 20 août, tout Le Havre a appris que le maire du Havre, Léon Meyer, était substitué par le préfet Lallemand dans ses pouvoirs de police, par ordonnance du Ministre de l'Intérieur, Maurice Maunoury. Il interdit immédiatement tout rassemblement et manifestation, donc les deux défilés prévus. Des renforts de troupe et de gendarmerie sont acheminés au Havre. Cette provocation et ce coup de force suscitent la colère des travailleurs. L'Union Syndicale Havraise appelle l'ensemble des syndicats à une grève générale à partir du 21 août.



« le calme régnait au Havre pendant la grève ; le préfet est substitué au maire dans la police de la ville, et l'on fait donner les gendarmes ».

L'article de Gaston Monmousseau, Secrétaire de la CGTU, est clair :

« Au Havre, c'est la dixième semaine de grève. Il n'y a pas seulement les grévistes qui sont dressés en bloc contre le potentat du Comité des Forges : toute la population en est !

Depuis dix semaines, pas une défection, pas un indice de fatigue, pas un geste d'impatience. On tient avec le sourire d'une semaine à l'autre et, rarement, dans les annales du mouvement français, un tel exemple d'endurance, de volonté et de solidarité fut enregistré.

Comité de Grève, Comité d'exode, Comité de ravitaillement, tout fonctionne dans le calme et avec unité. Tout le monde donne son coup d'épaule contre Schneider : boulangers, charcutiers, bouchers, poissonniers, maraîchers, médecins aussi, constituent autour du prolétariat havrais un rempart de sympathie agissante contre lequel Schneider se brisera.

Les syndicats qui ne sont pas entraînés dans le conflit, tel que celui des dockers et des gaziers, donnent 1 franc par jour et par adhérent au profit des grévistes ; De tous les côtés, les secours affluent, le résultat de la bataille n'est pas douteux.

Ce sont des meetings monstres : la salle Franklin archi-comble, ou bien 15 à 18.000 personnes qui s'entassent sur la place Thiers, comme samedi dernier.

Pas de violence de langage. Après le meeting on défile dans les grandes artères du Havre ; à chaque détour de rue, la foule devient plus dense, et ce sont 20 à 25.000 personnes qui, dans ces occasions-là, passent sous les fenêtres du roi de l'acier ou de ses fondés de pouvoirs en réclamant leur pain.

Pas d'incidents, mais une foule enthousiaste, sûre d'elle, tout simplement.

Du côté de la grande presse, c'est la conspiration du silence.

Cela durait depuis dix semaines. Aujourd'hui, c'est le deuxième acte qui commence. En même temps que la presse, le gouvernement vient de prendre position dans le conflit.

L'échec de Schneider, c'est l'échec de la réaction gouvernementale. Convaincu de la défaite, tenu en échec par un merveilleux élan de solidarité, Schneider vient de faire appel au gouvernement. Le gouvernement a répondu : présent ! Le maire, partisan du calme, est destitué de ses droits de police et les gendarmes ont pris position dans la ville.

Nous ne nous étonnons pas de cela, une grève comme celle du Havre, comme celle de Vienne ou d'Audincourt, engagée contre un consortium d'industriels pour des questions de salaires pose la raison d'État ;

Enregistrons la provocation et resserrons-nous d'autant plus autour des grévistes, affirmons-leur plus que jamais notre solidarité effective.

La grève calme, elle le fut au Havre durant dix semaines, comme elle le fut à Audincourt et à Vienne, jusqu'au jour où le pouvoir mit la violence au service de nos ennemis de classe.

Les charges de cavalerie sur la population viennoise, l'écrasement des femmes et l'emprisonnement des militants n'ont pas apporté d'apaisement dans les esprits ; de même, la provocation publique et directe dont nos camarades du Havre sont l'objet ne changera rien dans les causes du conflit.

Mais le champ de bataille où les classes s'affrontent va s'éclairer d'une expérience nouvelle.

Que personne ne l'oublie : au Havre, il s'agit d'une révision des salaires ; les ouvriers, fatigués des abus, sont sortis des usines, soulevés par une vague de fond, pour imposer le respect de la vie humaine au milliardaire du Creusot.

Après dix semaines de lutte, le gouvernement, complice du Comité des Forges, vient de prendre publiquement ses responsabilités.

Le prolétariat les lui laissera tout entières. »

La grève du 21 août est un succès car elle est suivie dans presque toutes les branches. Devant cela, le préfet Lallement rend les pouvoirs de police au maire. Mais les gendarmes continuent de se déployer et dispersent brutalement les regroupements des grévistes. La colère gronde, et la grève s'élargit encore les 22 et 23 août.

Le 24 août, entre 20.000 et 40.000 travailleurs cessent le travail. L'Union Syndicale Havraise (USH) et la CGTU, devant l'extension du mouvement et la multiplication des heurts avec la police, appellent de nouveau à un mot d'ordre de grève générale pour les 25 et 26 août.

La ville du Havre est paralysée. Le mouvement de grève se trouve renforcé. Tous préparent la manifestation du 26 août malgré les heurts du 25 avec les gendarmes.



« le Comité des Forges l'a voulu, la grève est générale au Havre, seuls les gendarmes ont travaillé ».

« Il n'était pas nécessaire d'être prophète, ainsi que le disait un journal du Havre ce matin, pour prévoir qu'après deux mois de misère endurés dans le calme, après les provocations gouvernementales et patronales, cela tournerait mal. Cependant, si l'indignation était grande, si la colère grandissait au cœur des travailleurs, des métallurgistes et de ceux qui se sont joints à eux par solidarité, cette indignation était contenue, cette colère restait intérieure. Les incidents d'hier, dont une presse à gages du Comité des Forges a parlé, étaient insignifiants, sans importance. Mais il est certain que pour faire exploser cette colère, il faudrait peu de choses. Ce soir, l'étincelle a jailli et a failli allumer l'incendie. La police et les gendarmes ont « travaillé ». Mais le maire a rappelé ses gendarmes. Il a bien fait : il eût mieux fait toutefois de ne pas les envoyer, lui qui connaît l'état d'esprit des grévistes et leur amour pour les gendarmes...

Ce matin, plus de 20.000 grévistes étaient réunis autour de la salle Franklin.

Dès ce moment, la majeure partie des travailleurs du Havre avait quitté le travail.

Les tabacs, les distilleries, la confection et la couture, les typographes, se joignaient au mouvement.

Les deux syndicats des marins avaient eux aussi décidé la grève. Le syndicat de la rue Lafayette ne s'est cependant prononcé que pour une grève de vingt quatre heures. Le syndicat unitaire a décidé une grève illimitée.

On sait que les commerçants, dont la sympathie est acquise aux grévistes, se proposent de fermer aujourd'hui leurs magasins.

Où M. Meyer perd une belle occasion de rester tranquille !

La colère était grande de savoir que la chambre patronale avait refusé de recevoir les parlementaires de Seine-Inférieure venant lui demander d'ouvrir des pourparlers avec les grévistes. Mais il n'y avait pas de gendarmes. Pendant trois heures les grévistes stationnèrent cours de la République sans qu'il y eût le moindre incident.

L'après-midi devait être calme. Quelques réunions de syndicats devaient seules avoir lieu salle Franklin. Cependant vers 4h30, quelques grévistes ayant voulu débaucher les employés d'une maison de vins en gros, la police arrêtait deux camarades et les conduisait au poste près de la gare. Mais était-ce parce qu'un train arrivait et qu'il fallait laisser ignorer aux voyageurs qu'il y avait des grévistes au Havre ?

Toujours est-il que les gendarmes et les chasseurs à cheval arrivèrent pour débayer les alentours de la gare. On sait ce que cela veut dire. Si les chasseurs mirent peu d'empressement à charger, les gendarmes y mettaient beaucoup d'entrain. Ils s'éloignèrent même de la voie ferrée et chargèrent jusqu'à la salle Franklin, qui est éloignée de plus de 500 mètres de la gare. Les grévistes étaient surtout des jeunes gens qui se retirèrent vers la Bourse du Travail. Quelques-uns s'étaient collés dans l'encoignure des portes. Les gendarmes les brutalisèrent. Cela déclencha la colère des grévistes, des cailloux répondirent aux menaces des sabres haut brandis. Les incidents durèrent trois heures sur le Cours de la République. La situation, cependant, devenait de plus en plus critique.



Après avoir entendu un conseiller municipal, les camarades de l'Union Syndicale téléphonèrent au maire pour lui demander de faire retirer la gendarmerie devant la Bourse du Travail, ou de prendre l'entière responsabilité des évènements qui sauraient surgir.

De son cabinet, Monsieur le maire aurait pu, d'un coup de téléphone, faire partir les gendarmes et rétablir le calme. Il préféra se présenter salle Franklin.

Nous ne dirons rien de la réflexion. On le reçut non devant le Comité de Grève, mais dans la grande salle, devant les grévistes présents, un millier au moins. Le camarade Maurice Gautier, de l'Union Départementale, le mit devant ses responsabilités.

M. Meyer assura qu'il allait faire retirer la police et faire son possible pour que les grévistes arrêtés fussent relâchés aussitôt.

De graves incidents ont pu être ainsi évités. Mais tout aurait été évité sans l'intervention des gendarmes à la disposition de M. le maire. Aussi nous répétons avec Maurice Gautier : « vous n'auriez pas eu besoin de les faire partir si vous ne les aviez pas fait venir ».



Le 26 août 1922, après les provocations de la veille, le mouvement est massif et déterminé du côté des grévistes et de la population havraise.

De son côté, le patronat de la métallurgie défendu par le Comité des Forges, aidé par le gouvernement Raymond Poincaré, veut casser de manière décisive le mouvement. Pour cela, des renforts de gendarmerie et un bataillon de cavalerie dirigé par le général Duchène (« un des bouchers du chemin des dames ») sont massés dans la ville.

Sur ordre, le préfet Lallemand décide d'employer la force contre les manifestants. La situation est donc très tendue et le risque d'affrontement est réel.

L'article du 27 août signé Camille Ernest Labrousse, journaliste à l'Humanité et grand historien de la Révolution française, décrit la volonté du patronat et du gouvernement de maîtriser coûte que coûte la situation. Le drame qui se produit ce jour-là est voulu et même revendiqué par les autorités militaires et civiles :



« Provoquées par le Comité des Forges, Préméditées par le gouvernement, des collisions sanglantes éclatent, il y a au moins 3 morts et 15 blessés, l'état de siège est proclamé »

« Depuis onze semaines, le Comité des Forges avait refusé toute négociation avec ses ouvriers en révolte. Il a dit hier son premier mot. Il a répondu à coups de fusil. Le Gouvernement et sa municipalité havraise affolée partagent avec lui la responsabilité solidaire du crime. »

Trois hommes sont tombés, assassinés par leurs gendarmes. Trois hommes et peut-être, à l'heure où nous écrivons ces lignes, un enfant de huit ans qui lave dans son sang coupable la tare d'être né parmi les serfs du capital.

À ces quatre victimes il faut ajouter 15 blessés, abattus à coups de salve. L'holocauste au Comité des Forges aura été complet.

Voilà ce qu'il en coûte au peuple ouvrier en République bourgeoise de défendre le plus humble de ses droits, le droit à un minimum de salaire. Jamais grève, cependant, ne s'était affirmée avec plus de calme. Jamais pauvres gens, torturés par onze semaines de privations, fouettés par les insolences de leurs maîtres provisoires, n'avaient affirmé une plus grande maîtrise de soi. Jamais grève n'avait éveillé dans le prolétariat et dans les couches voisines du prolétariat, plus de solidarité et plus de sympathie. Au Havre, de l'aveu de tous, la ville entière était avec la grève.



C'est bien ce qui gênait l'ennemi. Il a eu hier sa journée. Comme pour le grand bourgeois, campé par Mirbeau, la question sociale est pour lui une question de gendarmes. M. Clemenceau avait repris la formule en disant que c'était « une question de force ». Les gouvernements bourgeois se suivent et se ressemblent. Ils se passent le flambeau sacré de la défense capitaliste.

M. Poincaré a ajouté à ses morts les morts de la grande bataille sociale du Havre.

Ceux-là, du moins, sont tombés pour leur cause, dans le moins hypocrite des combats. Ils ont été tués par le pouvoir bourgeois, par les mousquetons des gardes-chasse bourgeois, au service de la bourgeoisie capitaliste.

Vingt hommes ont été abattus pour n'avoir pas accepté une réduction de dix pour cent sur les salaires.

On se souviendra, au Havre et ailleurs. Pour l'instant, on serre les poings et la bataille continue. »

La responsabilité du maire Léon Meyer est aussi mise en cause dans ce drame.

« LE DRAME » (Humanité du 27 août)

« Les événements d'hier, suffisaient pour démontrer l'impuissance du maire à retenir sa police et ses gendarmes, car les gendarmes figurent dignement dans la police de la ville. Aujourd'hui ce ne peut plus être en discussion.

Mais lorsqu'on n'est pas maître de la police, qu'on n'a sur elle qu'un pouvoir fictif, on ne signe pas des mesures de désordre telles que celle d'aujourd'hui.

M. Meyer savait qu'il n'était pas maître de la gendarmerie. Il l'a dit hier à notre camarade Bousquet et ce soir il l'a répété au téléphone. Alors pourquoi M. Meyer envoie-t-il des gendarmes partout? Le maire, aussi, interdit les réunions dans les rues. Il interdit les manifestations. Pourquoi hier demandait-il à Bousquet, d'en faire une en plein cours de la République pour apaiser les grévistes ?

Toutes ces mesures d'ordre étaient nécessairement calculés et M. Meyer ne pouvait ignorer les mesures de désordre, de brutalité, de tuerie. Ce qui devait arriver est arrivé. Meyer, par incompréhension c'est le moins que nous puissions dire a aujourd'hui 3 morts et 15 blessés sur la conscience.

Ce soir, la suite d'une journée où la grève s'était affirmée avec une magnifique ampleur et où le plus grand calme n'avait cessé de régner, les gendarmes de M. Meyer ont commencé leurs provocations.



Quelques grévistes avaient demandé aux employés du frigorifique de se joindre au mouvement des grévistes. Il y eut une échauffourée, un enfant de huit ans fut écrasé par les policiers qui vinrent ensuite devant le cercle Franklin, revolver au poing et vociférant provoquer les grévistes. Ils tirèrent, sur la foule.

Il y eut de nombreux blessés, l'un à la cuisse, l'autre au menton. La surexcitation des grévistes était compréhensible. De nouvelles forces de police municipale arrivèrent, des barricades avec des camions, furent montées, dressées dans toutes les rues adjacentes au cercle Franklin, de nouveaux renforts de police arrivèrent dans des taxis, alors que les grévistes se retranchaient, derrière les barri-

cades, en restant d'ailleurs sur une stricte défensive.

N'importe, mis en goût par leur travail précédent, les gendarmes voulaient une journée complète. Ils l'eurent. Les mousquetons parlèrent. Des feux de salve furent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des grilles du cercle Franklin qui atteignirent de nombreux manifestants On compte à l'heure actuelle 3 morts ; sans compter le petit garçon qui, probablement a dû succomber à ses blessures, et 15 blessés. »

Les trois morts sont Georges Allain , employé de commerce, Henri Lefèvre, ouvrier parquetier et le jeune Charles Victoire 18 ans. Un quatrième blessé, Maurice Tronelle, ouvrier peintre, mourra quelques semaines plus tard.

La foule refuse de se disperser et continue d'occuper Franklin et les rues adjacentes.

L'état de siège est proclamé au Havre ; les pouvoirs de police sont donc transférés à l'autorité militaire.

Le soir même, le préfet Lallemand ordonne l'évacuation de Franklin par la force et l'arrestation d'une longue liste de militants notamment de la CGTU, du parti communiste, des anarchistes et des dirigeants de l'Union des Syndicats Havrais.

L'interdiction de réunion et la fermeture de Franklin rendent le mouvement difficile mais dès le lendemain la grève générale continue.

LA PÉRIODE DU 20 AOÛT AU 2 SEPTEMBRE - 3^{ème} PHASE DE LA GRANDE GRÈVE DES MÉTALLOS DE 1922, EST CARACTÉRISÉE PAR LA GRÈVE GÉNÉRALE AU HAVRE.

Après l'assassinat, le 26 août, de Georges Allain, Henri Lefèbvre et Charles Victoire, la présence de nombreux blessés dont Maurice Tronelle (qui décèdera mi-septembre), les arrestations non motivées d'une trentaine de dirigeants syndicalistes et du Comité de Grève, la reprise du combat n'est pas très aisée car le cercle Franklin, lieu emblématique de la lutte, est fermé et toutes les réunions interdites sur un pourtour de 8 km aux alentours du Havre, par le préfet Lallemand et les militaires dirigés par le scélérat général Duchêne.

Le 28 août, après plusieurs assemblées générales au lieu nommé « le trou aux métallos » dans le bois de Montgeon, un nouveau Comité de Grève est élu et le mot d'ordre de grève générale est maintenu.

Voici ce qu'écrivit le 30 août, le très communiste Bernard Lecache, journaliste à l'Humanité et créateur de la LICA, Ligue Internationale Contre l'antisémitisme (qui deviendra la LICRA ultérieurement) :



**« Après le capitalisme assassin, le capitalisme affameur
Le Comité des Forges reste intransigent**

On sait que les élus parlementaires du Havre, M.M. Jules Siegfried, Georges Ancel, députés, et Louis Brindeau, sénateur, avaient tenté près du Comité des Forges des démarches qui étaient restées infructueuses. À ces parlementaires se sont joints, hier, les élus de la Seine-Inférieure, parmi lesquels deux anciens sous-secrétaires d'État. Ce sont M.M. Georges Maurice Thoumyre et Charles Bignon assistés de M. Bureau.

Ces six parlementaires sont allés aujourd'hui au Comité des Forges pour demander aux magnats de la métallurgie un terrain de conciliation.

Bien entendu, il a été impossible de faire fléchir le Comité des Forges. Il est resté absolument intransigent. Aucune solution n'a pu être trouvée. De quel côté sont donc les provocateurs ? De quel côté sont les affameurs ? De quel côté sont ceux qui attisent la guerre civile et sèment la haine entre les Français ?

Le Comité des Forges est plus puissant que les ministres et les élus ».



« L'Humanité l'avait bien dit hier. Poincaré, Maunoury, Lallemand, Meyer et Duchêne ne sont que des employés serviles du Comité des Forges roi.

Résultat : une nouvelle provocation des seigneurs de la métallurgie. Leur fin de non-recevoir indécente et stupide ne fera que fortifier les ouvriers du Havre dans leur lutte.

Mais répétons-le : ils ne pourront la continuer que si tout le prolétariat accentue ses efforts et leur permet de résister par son argent, avec son secours.

Plus que jamais à l'aide pour les grévistes du Havre !

La situation générale:

Les grévistes ont fait à leurs morts, au cimetière Sainte-Marie des obsèques magnifiques, des obsèques rouges. La cérémonie close, ils sont partis à la forêt de Montgeon, hommes, femmes et gosses, pour achever la matinée.

Montgeon devient, par la volonté de ce bon Français de Lallemand et de M. Duchêne, général, le bois sacré ; on y vient reprendre des forces pour la lutte, les matins un peu trop rudes. Tandis que les veilleurs, sur les promontoires, guignent l'horizon, la foule va s'étendre, immense, dans l'amphithéâtre. Et aussi vrai que M. Lallemand est un assassin aux gages du Comité des Forges, aussi profonde, aussi totale subsiste la protestation de cette foule. Son objectif n'est plus exclusivement de lutter contre la réduction de dix pour cent. Il est plus vaste aujourd'hui. Il en est de même pour nos gars en grève qui n'ont pu se cantonner sur le terrain corporatif. En tuant ou blessant quarante des leurs, en emprisonnant et en maintenant au secret une douzaine de leurs chefs, les massacreurs havrais ont signifié au prolétariat en guerre son impérieux devoir. Qu'est-ce qu'on veut maintenant ? Résister au Comité des Forges et puis obtenir la libération des enfermés. Après on pourra causer.

J'exprime évidemment une opinion personnelle, mais d'avoir, de droite et de gauche, pressenti les grévistes, il me semble que je ne travestis pas la pensée commune.

La colère a fait lever dans le cœur des hommes et des femmes une haine tenace et réfléchie contre le gouvernement, contre ceux qui le représentent ici. Mais entendez bien. Il s'agit d'une haine intelligente, loin d'être provocatrice. Elle s'efforce vers le succès de la guerre, car c'est bien d'une guerre qu'il s'agit, une guerre intraitable qui n'aura point de cesse, qui durera ce qu'elle durera, qui sera peut-être encore longue. À la classe ouvrière française de la faire durer !

« Du calme » ont réclamé les chefs. Recommandation superflue. On ne se bat ici que pour la grève. Oui, mais si elle avorte ?

Hier, sur le port, Teulade de la CGTU questionnait un docker :

Combien de rentrées, vieux ?

Des rentrées ? voyons... voyons ?

Et le docker exprimait sa stupéfaction en levant les bras au ciel. Pas de rentrée. Le néant complet. L'arrêt absolu des chantiers, des usines, des transports, du port.

Le Savoie a pu repartir cette nuit comme un voleur, mais il avait des marins de l'État dans les soutes. Cela, ce n'est rien ! Ne nous laissons pas de le répéter, rien ! Et la journée, diront les journaux, a été calme. Sans doute, mais les journalistes n'étaient pas ce matin à la forêt Montgeon. Plus de foule qu'hier. En plus des assistants aux obsèques, tous ceux qui n'avaient pu accéder au cimetière. Gautier qui est, comme on le sait, poursuivi, est apparu et a prononcé des paroles vibrantes ainsi que Teulade, Chevalier et Salom.

Un nouveau Comité Central de Grève a fait afficher dans les rues du Havre cette courte proclamation :

Haut les cœurs !

Le Comité Central de grève, interprète fidèle de la classe ouvrière havraise, proteste énergiquement contre les assassinats commis le 26 août dont il rejette la responsabilité sur la classe dirigeante et capitaliste. Il appelle toute la population, quelque tendance qu'elle puisse avoir, à assister en masse aux obsèques de nos camarades. Par sa présence, elle affirmera dans le calme et la dignité sa réprobation et son intention bien déterminée de voir satisfaction complète accordée à nos camarades métallurgistes. Il proteste en outre contre les arrestations arbitraires de militants n'ayant, à aucun moment, excité la foule au désordre, lequel n'est venu que des provocations policières, et contre la fermeture du cercle Franklin, siège de la distribution des secours aux grévistes.

Du calme et du sang-froid et tous unis dans la lutte !

La population havraise, tout entière, a répondu ce matin à l'appel du nouveau Comité Central de Grève.

D'autre part, une association, évidemment stipendiée par les industriels et par le Comité des Forges, qui a pris le nom de Labor, a fait placarder sur les murs de la ville une affiche qui n'a pas tardé d'ailleurs à être lacérée. Cette affiche provocatrice demande aux grévistes de rentrer sans plus tarder dans les ateliers. Elle est, comme on le pense, assez vivement commentée par ses lecteurs.



À Harfleur

Je reviens de Harfleur, où 4000 grévistes tiennent depuis dix semaines à la manière des compagnons du Havre.

J'ai passé quelques heures dans ce bourg purement ouvrier, fief de leurs Excellences Schneider et Cie, qui, jusqu'à cette grève, dominaient sur les travailleurs et leur imposaient les conditions les plus draconiennes. Au milieu des grévistes, fraternellement mêlé à eux, dans ce curieux jardin de la Grenouillère, où des appareils de gymnastique appellent à d'autres jeux que ceux d'aujourd'hui, j'ai vécu un moment très pur, revivifiant.

Quel beau prolétariat que celui-ci. Il ne plastronne pas, il ne s'exhibe pas ; il est modeste et cependant il accomplit des prodiges. Les hommes et les femmes se serrent le ventre, mais ils tiennent, et cela depuis plus de 70 jours.

Dans l'après-midi, le pointage des cartes s'est opéré. Aujourd'hui, dans le jardin, la réunion traditionnelle commença : il y avait autant de femmes que d'hommes. Les femmes étaient émouvantes à voir ; elles écoutaient les orateurs, ou plutôt elles buvaient leurs paroles.

Quand Brandeau, du textile, leur conta comment, aux obsèques d'Allain, de Lefebvre et de Victoire, victimes de ce bon français de Lallemand et du maire radical-mitrailleur Meyer, la police et les autorités empêchèrent la foule d'accéder au cimetière pour rendre à ces malheureux le dernier hommage, elles pleurèrent et s'indignèrent.

Roulaud, secrétaire du Comité d'Harfleur, dans une langue commune, mais qui parlait du cœur, annonça à ses camarades qu'il y aurait du pain et que le prolétariat tout entier ferait son devoir de solidarité jusqu'au bout, elles applaudirent fortement.

Puis Gautier, ce brave Henri Gautier, que la police recherche et qu'elle ne trouve jamais, se trouva comme par hasard sur l'estrade improvisée et il improvisa également son discours. Ce fut un discours très simple, mais le discours attendu, un discours courageux dans lequel il déclarait que les grévistes avaient remporté une victoire morale en ne se laissant pas désarmer par les provocations de samedi dernier, mais qu'il importait que les militants obtinssent la mise en liberté des emprisonnés.

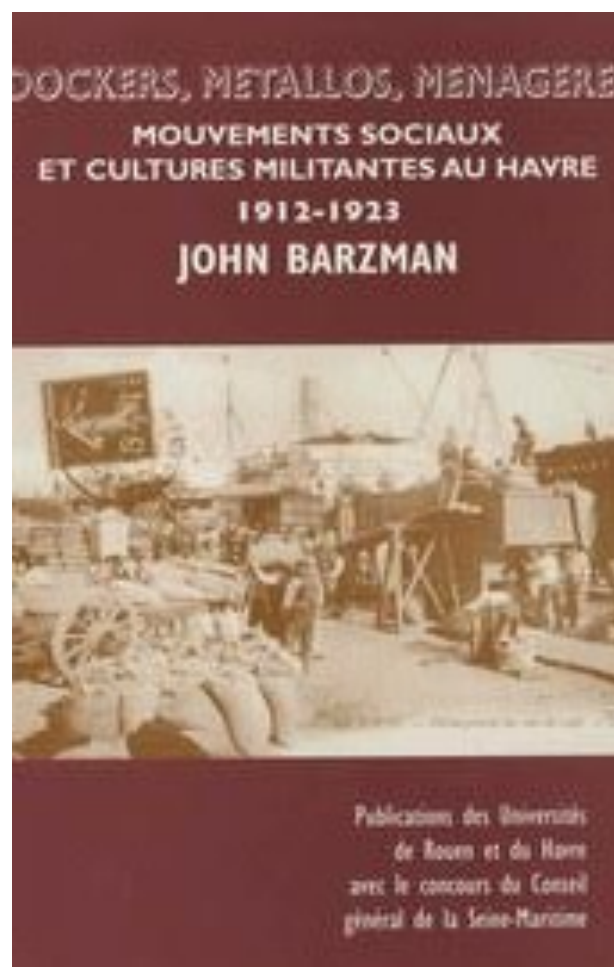


Nous ne sommes repartis d'Harfleur que vers le soir. Nous avons passé par la fameuse cité Schneider, où leurs Excellences règnent en maîtres. Combien de temps cela durera-t-il ? »

Bernard Lecache

« Le 31 août, environ 10000 ouvriers, nous écrit John Barzman dans son livre *Dockers, métallos, ménagères, 1912-1923*, se rassemblent à la forêt de Montgeon pour mettre fin aux grèves de solidarité » ... « Tous s'engagent à ne pas interrompre leurs dons aux métallos qui continuent la lutte »

La grève des métallos se poursuit donc pleine et entière. Tout cela prouve que, même avec les méthodes rétrogrades, violentes et dures du pouvoir et du Comité des Forges, le mouvement garde fière allure et toute sa combativité.



Edition PURH - MONT-SAINT AIGNAN - 1997

**CETTE 4^{ème} PHASE DU GRAND CONFLIT DES MÉTALLOS HAVRAIS DU
2 SEPTEMBRE AU 10 OCTOBRE EST MARQUÉ PAR LA RÉSISTANCE.
LA GRÈVE D'USURE SE POURSUIT**

TENIR C'EST VAINCRE !

Les employeurs du Comité des Forges tentent de les isoler des autres travailleurs en faisant pression et ainsi éviter que perdurent toutes sortes de solidarité avec les grévistes. La répression syndicale est à son comble et les emprisonnements sont très fréquents. Le Comité Forges véhicule la rumeur de la fin de la grève. Mais la situation des métallos reste forte, malgré l'arrêt de la grève générale.

Les corporations du port (ouvriers portuaires et dockers) et celle des marins sont très mobilisées contre le décret voulant augmenter le temps de travail et diminuer les salaires, notamment les heures supplémentaires. Elles menacent de faire grève. De même, la colère est grande contre les emprisonnements des dirigeants syndicalistes et communistes locaux et nationaux.

Les contacts étroits sont toujours nourris avec les métallos. Les portuaires, les marins mais ceux du textile, de l'alimentation, du bois, de la chimie, se rencontrent et collectent régulièrement pour financer la lutte.

De son côté, le patronat reste inflexible et refuse les tentatives de conciliation des parlementaires de la région ; ainsi les appels à la négociation de ces messieurs Siegfried (aux derniers jours de sa vie), Ancel, Brindeau, Thoumyre cherchant à tout prix d'éviter une explosion sociale, sont traités par le mépris.

Le préfet Lallemand, qui avait une nouvelle fois retiré les pouvoirs de police à Léon Meyer le 26 août et déclenché la charge des soldats et gendarmes assassinant et blessant les manifestants, poursuit son odieux travail de provocation et de répression judiciaire et militaire. Plus d'un millier de soldats et quelques centaines de gendarmes à cheval sont toujours en garnison au Havre le 14 septembre 1922... Franklin, siège de la grève, reste occupé par trois cents militaires. Prétendant que des agitateurs extérieurs portent la responsabilité des émeutes du 26 août, le préfet Lallemand fait arrêter tardivement Henri Gautier, secrétaire du syndicat des métaux du Havre et Félix Bouvier, tous deux dirigeants des « jeunesses communistes », pour le motif de subversion communiste !

**Le journal de l'USH « Vérités » titre en première page :
« Le règne de la terreur au Havre ».**

Le Comité de Grève, qui avait déjà sa commission d'achat, sa commission de répartition des denrées et son comité d'exode (pour les enfants), a dû ajouter en raison des nombreuses arrestations arbitraires, un service tout spécial en soutien aux militants emprisonnés.

Lors d'un des meetings quotidiens dans le bois de Montgeon, l'idée est lancée d'une journée récréative et culturelle pour le dimanche 10 septembre : le théâtre de la confédération viendra apporter aux grévistes et aux familles un peu de détente, de répit et de divertissement.



Voici ce qu'en écrit Pierre Monatte, secrétaire de la CGTU dans l'Humanité du lundi 11 septembre :

**« AU SECOURS DE NOS FRÈRES EN LUTTE
Accalmie ... sous la pluie**



Si nous demandions au Théâtre Confédéral de venir dimanche donner une fête aux familles des grévistes », disait Henri Gautier dans la soirée de jeudi. Aussitôt dit, aussitôt fait, et tout le monde d'applaudir des deux mains à cette heureuse idée. Mais une difficulté devait être envisagée : en deux jours, Carpentier pourrait-il se retourner. Certes il était à prévoir que cette idée le séduirait et qu'il ferait le possible et l'impossible pour la réaliser. On ne s'était pas trompé. Malgré un si court délai, Carpentier répondait qu'il serait là dimanche avec la troupe du Théâtre Confédéral. Une autre difficulté était à envisager : ferait-il beau ? Les variations de température au Havre sont fréquentes : on passe avec aisance du beau soleil à la pluie la plus serrée. Le vent d'ouest nous ferait-il grâce cet après midi et le Théâtre Confédéral pourrait il transformer le bois de Montgeon en théâtre de verdure ? Il n'a pas fait beau, hélas ! Après une matinée incertaine, vers midi, le temps s'est définitivement gâté, le ciel s'est couvert et les ondées sont tombées d'heure en heure. Malgré cela, deux à trois milliers d'auditeurs se pressaient entre les arbres autour du plateau, rapidement dressé avec quelques tables. C'était mieux qu'un théâtre de verdure, c'était un théâtre sous-bois. Malgré le temps menaçant on était venu et, debout pendant 3 heures, on a écouté avec ravissement chansons, poèmes et piécettes de théâtre.

Tout d'abord, une allocution de Pierre Sémart de la CGTU : « Le patronat, dit-il, fait raconter que la grève du Havre a été choisie comme champ d'expérience par les communistes. En réalité c'est le Comité des Forges qui a choisi Le Havre comme champ d'expérience. Tout ce qui s'est produit est son œuvre, mais ses prévisions ont été démenties ; il ne s'attendait pas à pareille résistance de la part des métallurgistes du Havre et à pareille solidarité de la part de toute la classe ouvrière ».

Au tour du Théâtre Confédéral ! Carpentier directeur du théâtre plaide l'indulgence. Gros malin ! Il savait mieux que personne qu'il n'en aurait pas besoin. Clovys, chansonnier de la « Muse Rouge », ouvre le feu avec un monologue antimilitariste et deux couplets pondus en venant sur la « Voix du criminel Duchêne ». C'a été un défilé rapide, étourdissant de poèmes, de monologues spirituels et de romances se terminant dans chaque partie par une piécette de Courteline.

Le vent secouait, balançait, faisait crier les branches des arbres sans couvrir les voix des artistes. Une petite pluie fine tombait par moments sans atteindre l'ardeur des uns ni lasser l'attention des autres.

Le théâtre est décidément un rude séducteur : il vous empoigne une foule, lui fait oublier sa vie propre et vous la roule dans la joie, l'espérance et vous la retrempe à coups de bonheur comme à coups de souffrance. On rit, on tremble, on part lavé de ses soucis et en se sentant riche d'une force toute neuve. C'est la vertu de l'art. Les grévistes du Havre ont retrouvé cet après midi un renouveau de forces qui leur permet de narguer les préparatifs de reprise du travail que peuvent faire Schneider et ses acolytes ».

Le 15 septembre, Maurice Tronelle, le quatrième après Georges Allain, Henri Lefèvre et Charles Victoire, meurt de ses blessures à l'hôpital. Plus de douze mille personnes viendront lui rendre un dernier hommage au cimetière Ste Marie le 19 septembre :

*L'Humanité du mercredi 20 septembre 1922 titre:
« Le prolétariat havrais rend les suprêmes honneurs à Maurice Tronelle*



Le prolétariat du Havre a fait ce matin des funérailles émouvantes à la 4^e victime du Comité des Forges, Maurice Tronelle, assassiné froidement par les gendarmes sur l'ordre du préfet Lallemand.

L'hôpital Pasteur avait été encerclé de toutes parts. Toutes les rues qui y conduisent étaient gardées par des agents auxquels il fallait montrer patte blanche pour passer. Reconnaissons cependant que le service d'ordre, composé seulement de gardiens de la paix, n'avait rien de trop provoquant, quand, à 9 heures 30, eut lieu la levée du corps. Nous sommes à peine une centaine, devant la chapelle de l'hospice, qui avons réussi à forcer la consigne. Il y a là, à part la famille, des militants de la métallurgie, des dockers, etc... Notre ami Richetta, arrivé la veille, représente la CGTU.



Un service religieux retarda quelque peu le départ ; à 10 heures, nous partons vers le cimetière par un chemin superbe qui serpente le long de la cité de Tourneville. Les cordons du poêle sont tenus par Richetta et Julienne, représentants de la CGTU et par Lacarrère et Chatelain, ce dernier secrétaire du Comité de grève depuis l'arrestation du camarade Quesnel. La Confédération Générale

du Travail Unitaire et l'Humanité ont envoyé des couronnes d'immortelles et de roses rouges, que portent deux camarades grévistes.

Le chemin à flanc de coteau est long et raide. A chaque tournant, nous apercevons au loin le port et la mer, et ce spectacle grandiose, qui nous impressionne, nous fait plus nettement ressentir la peine que nous ne pouvons les uns et les autres arriver à dissimuler.

Nous voici au sommet de la route qui monte en lacet. A peine avons-nous franchi la porte qui donne sur la rue de l'Abbaye, qu'à perte de vue s'alignent en triple rangée des milliers et des milliers de travailleurs venus pour dire un suprême adieu à leur camarade de combat tombé face à l'ennemi capitaliste. Plus nous approchons du cimetière, plus la foule se fait dense. A l'intérieur, c'est une véritable mer humaine à travers laquelle le convoi n'avance que très difficilement.

Quand le cercueil descend du corbillard, plus de 12000 hommes et femmes viennent se masser autour de la fosse. Personne ne cherche à dissimuler ses larmes. C'est un moment véritablement émotionnant. Quand le corps est descendu, un représentant de Dieu parmi les hommes récite une patenôte que personne ne comprend. Puis notre camarade Richetta, au nom du prolétariat, en termes émus, rend le suprême hommage.

Après avoir affirmé que le prolétariat ne laissera pas sans soutien les quatre enfants devenus orphelins par la volonté des capitalistes, Richetta, s'adressant aux milliers d'auditeurs, s'écrie, avec des larmes dans la voix :

« Le plus bel hommage que nous puissions rendre à Tronelle, comme aux trois autres camarades qui l'ont précédé dans la tombe, c'est de tenir jusqu'au bout pour le triomphe de notre juste cause. Ainsi, les petits, quand ils auront l'âge d'homme, ne connaîtront plus ces luttes terribles où le travail des masses ne profite qu'à une minorité d'oisifs ».

Un silence plane sur la foule immense qui, après un moment de recueillement, s'en va vers la forêt de Montgeon où doit se tenir la réunion habituelle ».

Après les obsèques, les grévistes se rendent à leur rencontre quotidienne dans le bois de Montgeon et décident d'intensifier leur lutte d'autant que les marins se mettent en grève à plusieurs reprises pour défendre les 8 heures de travail. La détermination des métallos est intacte ; ils sont bien décidés à faire plier le comité affameur.

Le magnifique entrain des grévistes du Havre

Après le 100ème jour de grève, plusieurs centaines d'ouvriers ont repris le travail notamment aux tréfileries et chez Schneider. Malgré cela, la détermination des grévistes reste intacte.

Le 1^{er} octobre 1922 ceux qui avaient repris se sont mêlés aux grévistes pour le meeting de la salle de la Grenouillère à Harfleur le matin et au meeting quotidien au bois de Montgeon le soir. Ils ont demandé à être réunis après la séance pour écouter les paroles du Comité de Grève.



Voilà ce qu'en raconte Pierre Monatte, secrétaire de la CGTU dans l'Humanité du 2 octobre 1922 :

« J'ai vu pas mal de choses dans ma vie. Jamais encore je n'avais vu un comité de grève s'adresser amicalement à des ouvriers qui avaient abandonné la lutte, risquant ainsi de briser la grève, d'où le nom leur est couramment donné de « briseurs de grèves » et de « jaunes ».

La grève du Havre a présenté bien des situations curieuses. Celle-là n'est pas la moins originale.

Mais l'invitation à venir, soit à la réunion de la « Grenouillère » à Harfleur, soit au meeting du bois de Montgeon, serait-elle entendue ? Les ouvriers rentrés ne se boucheraient-ils pas les oreilles ? Essaieraient-ils de revenir dans un meeting, même si le désir leur en venait, et s'ils venaient, que diraient-ils donc ?

Ils sont venus nombreux. La réunion d'Harfleur avait lieu ce matin. On sait qu'Harfleur est le fief de Schneider.

Richetta, au nom de la C.G.T.U. et Massot au nom de la Fédération des Métaux, étaient là. Rarement la salle de la « Grenouillère » n'avait eu autant de monde. Certes, les esclaves de Schneider ont lâché pied ; ils ont perdu courage un moment, mais ils n'ont pas perdu confiance en l'organisation. Ils sauront le montrer. Pleuvrait-il cet après-midi au bois de Montgeon, comme cela arriva le jour où vint le Théâtre Confédéral ?



Le temps a grimacé, mais la pluie a attendu le moment de la dispersion pour tomber.

Beaucoup de femmes et d'enfants. Les femmes ne boudent pas trop la grève ; c'est le symptôme le plus encourageant. Mais y avait-il là des ouvriers rentrés aux Tréfileries ? Je me posais la question avec quelque inquiétude, quand Henri-Gautier a annoncé qu'à la demande d'un groupe d'ouvriers, une réunion des ouvriers rentrés aux Tréfileries aurait lieu à l'issue du meeting. Il en était donc venu ? Mais combien ? Une heure après, à leur réunion, ils se trouvaient plus de 200. C'est un beau résultat, d'autant plus que pas mal

d'autres ont certainement été empêchés de venir par la honte d'avoir commis une faiblesse.

Des camarades sont tombés de découragement. Ils appartiennent à toutes les catégories, aux manœuvres spécialisés, aux professionnels, mais la proportion des manœuvres est beaucoup plus forte et c'est très explicable. Les professionnels savent qu'ils ne sont pas facilement remplaçables et cela les rend forts.

Que peut et que doit faire la C.G.T.U.? Redoubler d'efforts pour que les patrons du Havre ne puissent pas faire exécuter ailleurs leurs commandes ; battre le rappel de la solidarité pour que les familles des 10.000 braves qui restent sur la brèche ne manquent pas du strict nécessaire.

Henri Gautier, membre du syndicat de la métallurgie lit un courrier du 25 septembre de Henri Quesnel, responsable du comité de grève et secrétaire du même syndicat, injustement emprisonné depuis le 26 août, journée du carnage policier et militaire et du massacre des quatre ouvriers Allain, Lefèvre, Tronelle et Victoire :

« À tous mes camarades du Comité de Grève, à tous les grévistes.

Aujourd'hui, lundi 25 septembre, 30è jour de prévention, je viens, par la présente, vous porter tous mes encouragements pour la vaillance et la ténacité dont vous faites preuve et qui devront avoir pour couronnement l'obtention du maintien de vos salaires.

Quant à moi, camarades, je ne suis pas plus à plaindre que vous. Comme vous, je suis séparé de ceux qui me sont chers et cela par la volonté féroce des exploiters. Mais vous aussi, pères et mères de famille, ne vous ont-ils pas mis dans l'obligation de vous séparer de vos chers petits enfants ? Cela n'empêchera pas que dans une dizaine d'années, l'on viendra vous enlever ces mêmes enfants : on vous prendra vos fils les meilleurs, les plus forts, les plus sains pour en faire des soldats. Ils seront peut-être encore appelés à défendre les coffres-forts de ceux qui, aujourd'hui, veulent les condamner à végéter avec des salaires de famine.

Pendant ce temps, les profiteurs capitalistes ne font que se lamenter sur l'inclémence du temps qui les prive de tous les plaisirs des stations balnéaires et les empêche de jouir des orgies des maisons de jeu, des maisons de passe, que l'on y installe à leur intention.

Enfin, camarades, je termine en vous disant bonjour à tous et en criant avec vous : « Vive la grève ! »

Le secrétaire de la métallurgie : H. Quesnel, détenu de droit commun, Maison d'arrêt du Havre, cellule 30.

P.S.- Mes camarades co-détenus, Le Pen et Perrault, vous envoient également leur sympathie, comme moi, d'une cellule où ils bénéficient de leur part d'anciens combattants. »

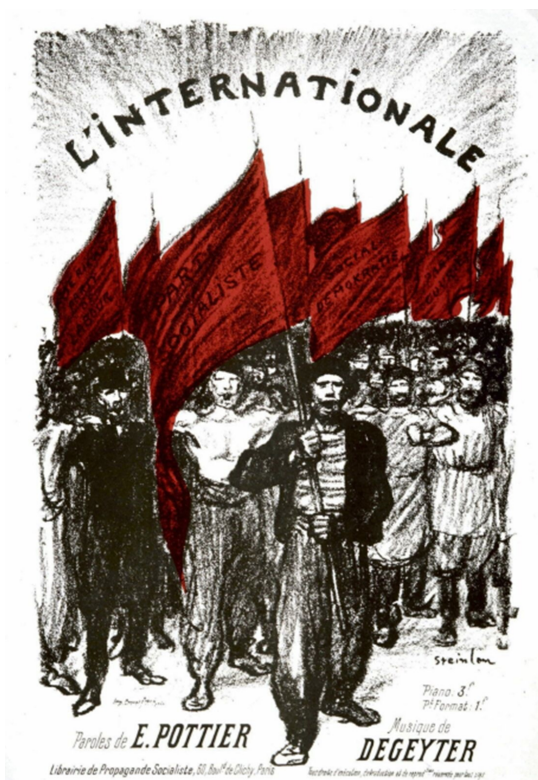
Pierre Monatte termine l'article en disant :

« La lecture de la lettre de Quesnel a été écoutée dans un silence religieux et la fin saluée par des cris de : Vive Quesnel ! Vive la grève !

Pour tout le monde ici, Quesnel personnifie le syndicat de la métallurgie et la confiance absolue qu'on accorde enfin à l'organisation.

On ne pouvait se séparer sans chanter l'Internationale. Un ténor gréviste chante quelques couplets et toute l'assistance entonne le refrain ; la voix lui manque, un autre camarade reprend les derniers couplets.

J'ai regardé l'expression de tous ces visages devant moi. À quelques mètres, un nègre chantait avec ferveur au refrain ; plus loin à gauche, un Marocain, au visage de bronze et au collier de barbe noire mettait dans sa chanson autant de passion que lui ».



Après les consultations à l'intérieur des entreprises au 106^{ème} jour de grève les ouvriers non-grévistes ont décidé de reprendre le mouvement au grand dam des patrons et notamment celui des tréfileries, M. Stahl.

« La tactique du patronat consiste à faire mourir d'asphyxie cette grève formidable, à convaincre l'opinion publique qu'elle n'existe plus. L'opinion publique saura que la grève du Havre est si vivante qu'elle trouve le moyen d'électrifier les plus fatigués. Elle entendra du haut de la tribune le récit des hauts faits du Comité des Forges et de ses domestiques, préfectoraux ou militaires, » écrit Pierre Monatte dans l'Humanité du 3 octobre 1922.

Mais la répression policière est manifeste. Il faut à tout prix empêcher les salariés de sortir des entreprises. Les libertés individuelles sont violées par les représentants de la loi (!) qui pourchassent les militants jusque dans les cafés.

De leur côté, les juges servent benoîtement les maîtres des forges et le gouvernement Poincaré en condamnant sévèrement et injustement les travailleurs incarcérés à la prison du Havre.

Quelques militants, toutefois, sont libérés car même le juge Kérambrun, ambassadeur zélé du pouvoir, en place ne peut poursuivre les inculpations faites de mensonges et de faux témoignages.

Le soir du 4 octobre (108^{ème} jour de grève) c'est le tour de Henri Quesnel secrétaire du syndicat des métallos et responsable de l'USH, Hervieu secrétaire du syndicat port, Craquelin, secrétaire des inscrits unitaires et, Peltier fédération des PTT, de s'entendre dire par le geôlier: « Messieurs, vous êtes libres » .



LES GRÉVISTES DU HAVRE ONT FAIT UNE RENTRÉE IMPRESSIONNANTE

Après leur sortie de prison, les militants grévistes incarcérés reprenant leur place dans le comité de grève écrivent une ultime lettre aux patrons pour qu'ils reviennent sur leur décision de diminuer les salaires de 10%.

Au 110^e jour de grève, les délégations de grévistes reviennent bredouilles des entreprises ; les patrons ne veulent pas discuter des dix pour cent, restant sur les mêmes positions qu'en début de grève, fin juin 1922.

Cette réponse brutale aux délégations a été dictée par la chambre patronale, l'intraitable Comité des Forges, qui veut encore affaiblir le mouvement et ainsi affamer plus les familles.

Le meeting, dans le bois de Montgeon, le 7 octobre au matin, signe le glas du mouvement car le Comité de Grève, après longue délibération, est convaincu que les patrons ne céderont pas sur la baisse de salaire. Par ailleurs, il faut arrêter le sacrifice de quatre mois de privations, « ... *de souffrances étouffées, de misères cachées ; la force humaine a des limites, ...* » dit Pierre Monatte, dans l'humanité du 8 octobre.

Quesnel, secrétaire du syndicat CGTU de la métallurgie et secrétaire de l'Union Locale, est désigné pour expliquer les raisons de la décision de reprise et lire la déclaration élaborée par le comité de grève. « *La guerre en rase campagne est finie, dit-il, la guerre des tranchées commence et nos tranchées sont dans les ateliers* ».

Voici la déclaration lue ce 7 octobre par Henri Quesnel lors du meeting dans le bois de Montgeon et affichée sur les murs du Havre :

« À tous les grévistes du Havre,

Au 110^eme jour de notre belle lutte, votre Comité de grève vient vous dire de rentrer aux ateliers lundi prochain 9 octobre, de vous présenter tous ensemble, en rangs serrés et la tête haute.

Nous n'avons pas voulu vous demander davantage de sacrifices. Nous n'avons pas voulu saigner plus longtemps la solidarité ouvrière nationale. Dans nos rangs beaucoup voudraient continuer la lutte. Nous demandons à ces vaillants camarades de ne pas couper en deux l'armée de la grève. Les professionnels indispensables doivent rentrer aux côtés de leurs camarades.

Nous sommes peut-être vaincus momentanément, mais nous ne sommes pas battus!

Pendant 110 jours, nous avons multiplié les sacrifices. Nous avons fait une grève qui a soulevé la sympathie et l'admiration de toute la classe ouvrière et forcé le respect de nos adversaires eux-mêmes.

Nos sacrifices n'ont pas été inutiles. Nous subissons aujourd'hui une diminution, mais d'autres diminutions auraient suivi inévitablement. Nous n'avons pas réussi à faire reculer le Comité des Forges, mais nous l'avons fixé sur place. Nous avons mis un cran d'arrêt. Ce cran d'arrêt est mis pour nous et pour toute la classe ouvrière car le patronat ne se risquera pas à soulever sur un autre point du pays une autre grève pareille à celle du Havre.

Nous assurons de toute notre affection les camarades qui souffrent dans les prisons et nous nous engageons à les en faire sortir. Nous n'oublions pas nos quatre morts du 26 août, non plus que les responsables de leur assassinat.

Nous remercions du fond du cœur les ouvriers, les organisations et tous ceux qui nous ont apporté leur solidarité.

Nous rentrons dans les usines, la tête haute, avec l'orgueil de nous être bien battus, avec la volonté de continuer, dans le syndicat des métaux du Havre, - autour duquel nous devons tous nous resserrer – la cohésion et la confiance qui ont uni entre eux, pendant la grève, les 15000 métallurgistes de la place, avec l'espoir aussi de prendre un jour prochain notre revanche.

Le Comité de Grève.»

Les rangs serrés et la tête haute , les travailleurs du Havre, après une grève héroïque de 111 jours, sont rentrés dans les usines le lundi 9 octobre 1922.

Si la grève n'a pas été simple à endurer, le retour dans les ateliers ne l'a pas été non plus, car le vendredi 6 octobre, la chambre patronale déclarait qu'elle ne prévoyait pas le réemploi de tous les grévistes.

En effet, environ un millier de salariés ne sont pas réembauchés. À la Compagnie Transatlantique, chez Mazeline, chez Schneider, aux tréfileries, chez les chargeurs, des centaines de grévistes sont « sabrés » et ne retrouvent pas leur place.

Mais les patrons sont dans l'expectative car de nombreux professionnels partent du Havre en refusant les nouvelles conditions salariales. Par exemple, aux Chantiers de la Gironde, 19 équipes ont pu être reformées sur 53. Le manque de professionnels désorganise le travail. Beaucoup de professionnels ont pris leur compte pour aller travailler ailleurs, notamment en région parisienne où ils décident de s'organiser en syndicats en demandant l'aide et le soutien de Henri Quesnel. *Un journal havrais, proche du pouvoir et du patronat, écrit que « la place du Havre risque fort d'être traitée en pestiférée par les ouvriers professionnels ».*

Déjà, dans quelques entreprises, se pose la question des heures supplémentaires ; la réponse des salariés est claire : « pas d'heures supplémentaires, qu'on reprenne d'abord les révoqués ».

Et de penser à être offensif sur les salaires revient dans les esprits ! Les syndicats locaux se renforcent et s'organisent. Pour exemple le syndicat des métallos qui comptait 250 adhérents au début de l'été en compte fin octobre 1922 plus de 8000, celui des dockers en compte 2000 supplémentaires, etc...

Notre camarade Henri Gautier de passage, le 28 octobre à Saint-Étienne du-Rouvray, en soutien à la lutte des tisseurs et fileurs pour un meilleur salaire prend la parole pour évoquer avec émoi la lutte de ceux du Havre et exprimer la nouvelle stratégie offensive de la CGTU; en voici les termes dans l'Humanité du 29 octobre:

« Et voici Gautier. Un bon géant, à tête ronde, au front large, aux petits yeux vifs et clairs, qui savent voir net ; une courte brosse de poils roux cache un peu la bouche maligne. Il respire la santé et la sincérité.

Avec l'émotion d'un homme qui a vécu toute la grève héroïque du Havre, les périodes diverses, celles tragiques et troublées et celles où il fallait persuader pour tenir, il raconte la vie terrible des grévistes, pendant ces cent-dix jours de lutte, les massacres, les arrestations, les privations...

Ils venaient à pied au bois de Montgeon, par tous les temps. Beaucoup n'avaient plus aux pieds que des savates éculées et pataugeaient dans la boue, sans se plaindre... Certains ont vendu leur mobilier pour tenir plus longtemps, jusqu'à la victoire... »

Une défaite, ça ! Allons donc ! une victoire !

Ces ouvriers, trempés dans la bataille, ont maintenant compris où se trouvent leurs véritables ennemis. C'est ceux qui les emploient, Schneider, la Compagnie Transatlantique... Ils ont compris qu'ils ne pouvaient rien faire sans être organisés. Nous n'avons voulu accepter aucune adhésion au syndicat pendant la grève... Ils étaient 250 syndiqués ; aujourd'hui, après la grève, ils sont plus de huit mille déjà ! Et déjà, même depuis la grève dans certaines usines, devant la force syndicale, les patrons ont dû donner satisfaction à leurs ouvriers...

La nouvelle tactique:

Parce qu'il a vécu la grève du Havre, Gautier a confiance. Mais il veut aussi que cette grève reste comme un définitif enseignement.

Le patronat se sent fort. Depuis deux ans, c'est lui qui mène l'offensive, sur tout le territoire français. Puissamment organisé, il déclenche à son heure et dans des régions différentes, la bataille, et, matériellement toujours, souvent moralement, il la gagne.

Il a diminué les salaires. Pourtant, le coût de la vie n'a pas diminué... Il s'attaque à la journée de huit heures ; c'est, pour de nouveau, diminuer les salaires...

La classe ouvrière ne réagit pas. Son mécontentement est général, mais il n'ose s'affirmer. Le patronat est d'autant plus arrogant que la classe ouvrière se tait. Pourtant, elle est forte, elle ne le sait pas. Elle a perdu sa volonté d'action. Il faut la lui redonner.

chez les travailleurs, la réaction salubre, par un mot d'ordre, concret, simple et uniforme.

Voilà ce que s'est dit Gautier. Et voilà l'origine de la nouvelle tactique. Il faut créer,

Ce mot d'ordre sera partout la lutte pour l'augmentation des salaires. Pour qu'elle puisse réussir, il faut qu'avant tout, la réclamation soit la même pour tous et que pour cela, les travailleurs se soient mis d'accord sur le taux de l'augmentation.

À Darnetal, dit Gautier, les camarades nous ont déjà compris. Ils ont décidé de réclamer 3 francs par jour. Et ils ont raison. Ce n'est pas trop. Cette base de 3 francs peut rallier tout le monde.

Il faut ensuite agir avec prudence et méthode. D'abord, pas d'action partielle !

Jusqu'ici, dans toutes ses revendications poursuivies partiellement, la classe ouvrière a été vaincue. Tout en lançant le mot d'ordre, le Comité National a décidé que l'offensive ne se déclencherait qu'autant que les travailleurs seraient organisés. Ce sera sous la forme d'une grève générale, déclenchée à l'heure choisie par les ouvriers, - et non plus, comme jusqu'ici, par le patronat, maître des événements !

Mais avant, organisation syndicale ! On ne partira à l'action que lorsqu'on sera bien organisé... Et pour cela, faites autour de vous de la propagande sans relâche ! Réveillez vos compagnons !...

Et quand les travailleurs auront compris, seront d'accord, il faudra encore qu'ils sachent attendre l'heure qui sera choisie.

C'est votre mot d'ordre ! conclut Gautier. Il est simple. Il vous intéresse tous ! On vous demande un effort sur un point précis : ne saurez-vous pas l'accomplir ?

Pour satisfaire les besoins des travailleurs et de la population pour un monde meilleur, il nous faut demander l'impossible!

La leçon à retenir de cette lutte des métallos du Havre du 25 juin au 9 octobre 1922, outre le courage, la farouche volonté de se battre et de résister, c'est qu'il faut être offensif...

Ce sera d'ailleurs le maître mot des années 1936, 1945, 1968, 1995, 2006, 2023 où, depuis le mois de janvier, un très fort mouvement populaire est rassemblé contre la réforme des retraites voulue par le gouvernement, la droite, le patronat et l'Europe. L'énorme lutte rassemble, dans l'unité syndicale des salariés et des organisations de jeunesse : CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU, SOLIDAIRES, UNEF, VL, FAGE, FIDEL, ML, des millions de personnes et s'étend à tous les secteurs de l'économie et de l'État. Les salaires et pensions, l'indemnisation du chômage, les conditions de travail, de formation et d'études, des droits nouveaux sont également au cœur des revendications. 2023 rejoint la combativité de ses aînées contre tout recul social et pour un monde meilleur, solidaire et de paix.

Lexique :

CGT: Confédération Générale du Travail
CGTU: Confédération Générale du Travail Unitaire
Cercle Franklin : siège de l'USH CGT
JC: Jeunesse Communiste
GCH: Groupe Communiste Havrais
Comité des Forges : Patronat national de la métallurgie
USH: Union Syndicale Havraise CGT
LICA: Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme
Vérité: journal de USH
L'Humanité: journal quotidien du Parti Communiste
L'aurore: restaurant coopératif des cheminots du Havre

§§§§

Georges Allain: employé de commerce - Assassiné le 26 août 1922
Georges Ancel: député maire d'Harfleur,
Louis Brindeau: sénateur- ancien maire du Havre
Félix Bouvier: secrétaire des Jeunesses Communistes
Brandeau: secrétaire de l'Union Régionale Unitaire de Normandie du Textile
Charles Bignon: élu au Conseil Général de la Somme
Amédée Bousquet: CGTU ancien secrétaire des Boulangers de la Seine
Marcel Coursolles: trésorier de l'USH et responsable du Comité de Grève
Marcel Cachin: directeur de l'Humanité en 1922
Carpentier: directeur de la troupe de la CGT
Chatelain: secrétaire du Comité de Grève
Denis Auguste Duchène : général, l'un des bouchers du chemin des dames
Adrien Friboulet : Comité des Forges
Henri Gautier: secrétaire du syndicat des métaux du Havre CGTU
Maurice Gautier : responsable Union départementale CGTU
Charles Antoine Lallemand De Mont: préfet de Seine-Inférieure
Henri Lefèvre: employé de commerce - Assassiné le 26 août 1922
Léon Meyer: maire du Havre
Gaston Monmmousseau : secrétaire Général de la CGTU
Pierre Monatte : secrétaire de la CGTU
Maurice Maunoury: ministre de l'Intérieur du gouvernement de Raymond Poincaré
Henri Quesnel : secrétaire de l'USH CGTU
Charles Victoires: assassiné le 26 août 1922
Maurice Tronnelle: blessé mortellement le 26 août 1922
Eugène II Schneider: un des Responsable du Comité des Forges présidé par François De Wendel
Raymond Poincaré président du Conseil en 1922
Perrot: Comité de Grève
Lepen: Comité de Grève
Jules Teulade: Commission Exécutive de la CGTU
Roulaud: Comité de Grève d'Harfleur
Richetta: dirigeant national CGTU
Jules Siegfried: député, ancien maire du Havre
Georges Maurice Toumyre: député de la Seine-inférieure



TLCVacances et l'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine Maritime, c'est une longue histoire née d'une passion commune pour l'Éducation populaire, celle qui ouvre les consciences, rapproche les hommes, ouvre les perspectives d'un monde solidaire, fraternel au service exclusif du bien-être de l'humain et de son environnement.



CES, Syndicats, Associations, seul ou en groupe, ne perdez plus votre temps ; pour vos prochaines vacances, choisissez l'efficacité, le contenu, l'esprit militant qui vous anime.

**Choisissez
TLC Vacances !**

Une garantie de qualité au plus juste prix.

CONTACT :

Téléphone : 02 35 21 69 63

Courriel : reservations@tlcvacances.fr

Site : www.tlcvacances.fr

TLC Vacances, bien connue pour son parc de **mobil-homes et de campings** répartis sur tout le territoire français, propose plus de 25 destinations, choisies avec soin. À la montagne, au bord de la mer, de la Bretagne à la Corse et jusqu'en Espagne...

TLC Vacances, organisateur de **voyages**, propose tout au long de l'année de profiter des plus belles destinations. En village vacances, en hôtels-clubs, en circuits... Découvrez toutes ces destinations, au départ de Paris ou des aéroports régionaux. Et le monde, ses réalités sociales, culturelles s'ouvrira à vous !

TLC Vacances, organisateur, propose des **sorties en autocar sur mesure**. Vous pourrez ainsi découvrir les plus belles régions de notre territoire. Sorties en parc de loisirs à la journée ou en week-end, découverte de Musées, soirées spectacle et dîners-cabaret... Tous vos devis sur mesure !

TLC Vacances, propose son service de **billetterie** Online. Découvrez ses coups de cœur (Promo parc d'attraction, billets de cinéma, spectacles locaux...) mais aussi son service de réservations pour l'ensemble des spectacles partout en France.

***Adhésion Syndicat, Union Locale, Association 59 €** (avec 3 exemplaires du fil rouge)

***Adhésion Comité Social Economique (ou organisme équivalent)**

Moins de 500 salariés 89 € - plus de 500 salariés 175 €

(avec abonnement aux Cahiers d'histoire sociale de l'IHS confédéral et 3 exemplaires du fil rouge)

***Adhésion groupée pour 10 pers et plus dans le cadre d'une association ou d'une section de retraités** (sans abonnement aux Cahiers d'histoire sociale) 13 € par le nombre d'adhérents€

Nom de la collectivité:

Nom du responsable:

Adresse:

Code postal: Ville:

Courriel:@.....

Tél:

1- Règlement par virement bancaire :

Intitulé du cpte : INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE DE SEINE MARITIME - 119 COURS DE LA REPUBLIQUE
76600 LE HAVRE - **IBAN : FR76 1027 8021 5600 0214 2870 191 - BIC CMCIFR2A**

2 - Règlement par chèque bancaire à l'ordre de IHS CGT 76:

Nom de la BanqueN° du chèque :

3 - Règlement (recommandé) par prélèvement automatique :

Régalez votre adhésion/abonnement par prélèvement automatique. Nous vous préleverons une fois par an.
Remplissez, datez et signez l'autorisation ci-dessous en joignant votre RIB

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez IHS CGT 76 à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de l'IHS CGT 76. A tout moment, je peux modifier, suspendre ou supprimer ce prélèvement automatique (sans frais) par simple appel téléphonique, courriel ou courrier postal.

Titulaire du compte

Nom

Prénom :

Code Postal : Ville :

Nom de la banque :

IBAN

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--



--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Etablissement teneur du compte IHS CGT 76 : Crédit Mutuel 56 place de l'Hôtel de Ville -76600 LE HAVRE

Intitulé du cpte : **INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE DE SEINE MARITIME - 119 COURS DE LA REPUBLIQUE** 76600 LE HAVRE - **IBAN : FR76 1027 8021 5600 0214 2870 191 - BIC CMCIFR2A**

Date.....2023

Signature



On ne fera pas demain si on ignore son histoire



Scannez moi

Rejoignez l'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime Adhérez . Nous avons besoin de vous



INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE SEINE-MARITIME
@ le fil rouge @ N° 50 mai 2023
Visitez notre site internet - [Cliquez ici](#)

Le Billet :

Avec trois à quatre millions de personnes dans la rue pendant les journées de manifestations, et une intersyndicale qui a tenu la route, on a retrouvé un souffle d'espoir, une solidarité. Quoi qu'il arrive, la colère ne s'éteindra pas. Les gens ne vont pas rentrer chez eux et oublier leurs revendications. Si on ne parvient pas à gagner, ça va laisser un ressentiment et réveiller des passions tristes. Inutile de tourner autour du pot. La décision du Conseil constitutionnel est conforme à la sensibilité politique de ses membres. [Lire la suite](#)

Zoom sur la vie de notre Institut : l'Actu du mois d'avril en image [cliquez ici](#)
Conseil d'Administration du 11 avril. Celui-ci a examiné et validé les comptes de l'année 2022 et se félicitant de la saine gestion de notre Institut. Le renforcement en adhérents, acteurs de notre action, nos initiatives, sera l'une des priorités de l'année.
16 mai : Assemblée Générale de notre IHS confédérale.
30 mai : Journées d'Etudes Nationales du réseau des IHS. Nous y serons présents.
Nouveau , réglez votre cotisation, l'achat de livres avec votre Carte Bancaire en cliquant ici

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE
De la Compagnie des chemins de fer du Nord au Tréport à la CGT-U puis CGT, Georges Boubert (1888-) [Lire la notice complète cliquez ici](#)
MOUVEMENT OUVRIER MOUVEMENT SOCIAL
Des manifestations contre la guerre du Rif et la répression à l'Union locale CGT d'Elbeuf, Ange Peltier (1901-1934) [Lire la notice complète cliquez ici](#).

Lire, penser, agir, regarder ;
Philippe Saunier, avec la fougue militante qu'on lui connaît, a écrit un livre passionnant d'une actualité brûlante. En ouvrier devenu un incontournable expert, il tord le cou aux vérités toutes faites du patronat et gouvernement sur la fatalité des accidents du travail et les attaques irréparables sur notre environnement. Oui, les accidents du travail, les crimes contre la planète ont une cause: celle d'un capitalisme mortifère que rien n'arrête quand il s'agit d'accumuler de monstrueux profits. Un livre à lire et à commander [en cliquant ici](#)

Petite histoire du 1er mai ; [Cliquez ici](#)
En avril 1947, sur proposition du député communiste Daniel Mayer, et avec l'accord du ministre du Travail, le communiste Ambroise Croizat, le 1er Mai devient, dans toutes les entreprises publiques et privées, un jour chômé et payé. Cependant le 1er Mai ne sera pas assimilé à une fête légale.

L'Institut d'Histoire Sociale CGT de Seine-Maritime a besoin de vous et vous invite à [adhérer](#) à notre Institut ou à [renouveler](#) sans attendre votre adhésion en cliquant sur le lien correspondant : [Adhésion collective cliquez ici](#)

Institut d'Histoire Sociale CGT de Seine-Maritime

Siège : 161, rue Pierre-Cornelle 76300 Sotteville-Lès-Rouen - Courriel : ihscgt76@laposte.net - Tel 09 82 40 45 19

46^e
congrès **la cgt**
21, 22, 23 juin 2023 **Seine Maritime**
GONFREVILLE L'ORCHER